

Le prochain conseil des ministres doit entériner la décision de M. Macron d'accepter l'ouverture des magasins douze fois (au lieu de cinq actuellement) par an le dimanche mais aussi de **l'imposer toutes les semaines dans certains quartiers de Paris, en passant par dessus la tête du Conseil de Paris, jusque là hostile à cette extension qui ressemble surtout au prélude d'une généralisation nationale**

... Quand certains arguent d'une possible relance de la croissance par ce moyen, ce qui paraît plus qu'exagéré, la plupart des partisans du travail du dimanche évoquent des effets positifs sur l'emploi, ce qui semble de plus en plus compromis au moment même où les caisses automatiques et sans caissières (ou caissiers) remplacent de plus en plus les personnes jadis chargées de l'encaissement des achats : les gares et les cinémas ont montré l'exemple il y a quelques années, et le mouvement de remplacement des humains par les robots encaisseurs s'accélère désormais dans les enseignes de la grande distribution...



En fait, **la démarche gouvernementale, soutenue par la partie la plus libérale de la Droite, n'est qu'un cadeau de plus à la grande distribution, et risque bien d'avoir des conséquences néfastes pour le petit commerce**, déjà fort mal en point dans les centres-villes, comme le rappelle avec raison le maire de Paris, Madame Anne Hidalgo qui défend son « **dimanche parisien** » contre l'avis des grands magasins, souvent mondialisés et si peu sociaux, en définitive (cela n'a pas toujours été le cas, pourtant) : «

**Même si des évolutions sont toujours possibles, je ne veux pas abîmer un modèle dans lequel le petit commerce a pu non seulement se sauver mais innover et être performant. C'est un modèle économique et culturel très attractif qui a disparu partout ailleurs dans le monde anglo-saxon. La généralisation du travail du dimanche, c'est la mort du petit commerce de centre-ville**

. » C'est ce que l'on a pu observer au Danemark, en à peine deux ans, comme le rappelle un article récent de

***La Croix***

. Ne pas tenir compte des exemples passés (et présents) me semble la marque d'une idéologie plus que du réalisme économique ! En soulignant, une fois de plus, que **l'Allemagne, pourtant principale locomotive de l'économie en Union européenne, n'autorise pas, elle, l'ouverture des magasins le dimanche** et ne semble pas plus mal s'en porter !

Dans ce débat sans fin qui nous est imposé par un gouvernement toujours plus libéral à défaut d'être efficace, et qui se terminera sans doute par quelques concessions minimales aux « frondeurs » (eux aussi hostiles à la généralisation du travail du dimanche, mais pas prêts à risquer une dissolution parlementaire...) en attendant le prochain assaut de M. Macron ou d'un de ses clones « contre les conservatismes et les corporatismes » (sic!), c'est Bruno Frappat qui trouve les mots les plus justes contre cette libéralisation si peu sociale, dans un superbe article publié dans *La Croix* samedi 6 décembre : « **Le dimanche est en passe de devenir le jour des seigneurs du grand commerce. Ce sont eux qui réclament le plus ouvertement ce qu'ils appellent « *l'ouverture des magasins* ».** Ce sont eux qui en tireraient le plus grand profit. Qui essaient de persuader les Français qu'il est nécessaire de faire ses courses ce jour-là. Quand une réforme s'esquisse, il faut toujours observer qui la réclame avec le plus d'insistance. C'est un critère comme un autre pour juger de la validité d'un projet collectif. En l'occurrence, on ne sache pas qu'il se soit levé, dans le peuple, un vaste mouvement d'opinion en faveur de l'ouverture des magasins le dimanche. Pas de manifs, pas de cortèges encolérés. Non, simplement des lobbys qui travaillent au corps les « décideurs » en leur faisant miroiter les avantages d'un bouleversement réjouissant pour les tiroirs-caisses. Et dont l'incessante propagande finit par persuader des consommateurs qu'il n'y a pas mieux que le dimanche pour dépenser ses sous.

**Jusqu'aux mots qui sont piégés. Comme le terme « magasins ». On imagine des petites boutiques sympathiques, comme l'épicerie du coin ou ce qui demeure des librairies de quartier. En guise de magasins, il s'agit surtout de faciliter l'afflux de visiteurs, avec leurs cartes bancaires, vers les usines à consommation qui plastronnent au seuil des villes et les enlaidissent, tuant le petit commerce. Ces temples de la consommation où s'affichent toutes les productions de la pseudo-nécessité. Las ! Le combat pour préserver la douceur silencieuse des dimanches, ce temps de retrouvailles familiales, cet**

espace pour la spiritualité, ce combat semble perdu d'avance. La banalisation est en cours, avec les inconvénients qui s'ensuivent : circulation, bruit, énervement devant les caisses, excès de sollicitations et donc d'achats. Le veau d'or est aux manettes. »



Non, M. Frappat, **le combat n'est pas perdu d'avance mais il sera, il est déjà difficile** dans un monde qui voit le triomphe de cet individualisme de masse qui se proclame bruyamment et faussement « liberté » quand il n'est qu'asservissement à l'Argent et aliénation à la Marchandise « nécessaire » (sic!). Certes,

**il y faudra des ressources spirituelles**

(les Veilleurs en ont valorisées quelques unes ces dernières années, à la suite des non-conformistes des années trente ou d'un Bernanos, d'un Péguy, etc.), mais il y faudra aussi et surtout

**le moyen du politique**

, la force d'un État qui ne doive rien aux puissances financières et surtout pas son existence ou ses commis,

**la force d'un État libre, fort de sa légitimité et de cette liberté de décision et d'action**

qui fut l'apanage de la Monarchie d'un Louis XIV capable d'enfermer le plus riche des financiers pour assurer l'indépendance de l'État et

**défendre un Bien commun qui ne peut, qui ne doit pas être soumis au veau d'or**

que redoute tant, et avec raison, Bruno Frappat.

